

### LA UNE

#### La transition démocratique n'attend pas

Le mouvement dit des " gilets jaunes " a fortement marqué cette quinzaine écoulée dans notre pays. Il est difficile (dans ce panorama de l'actualité des familles de fin novembre 2018) de ne pas nous intéresser à ce sujet qui peu ou prou a touché chacun de nous, que ce soit au cours de ses déplacements, dans son action citoyenne ou simplement dans l'attention portée à ce qui se passe autour de soi.

Les familles sont diverses et les associations familiales aussi : chacun peut donc faire sa lecture personnelle ou collective des événements. Cette publication n'est pas là pour vous donner une manière de penser univoque mais pour offrir des ressources à votre réflexion et votre action. Pour cela, nous vous proposerons juste quelques liens utiles sur des articles qui peuvent aider à mieux comprendre ce qui traverse aujourd'hui notre société française.

**Observatoire des inégalités** (19 novembre 2018). [Entretien avec Louis Maurin](#). Extraits :

*" La question c'est : y a-t-il une coupure entre la France diplômée, qui vit bien, et la France peu ou pas diplômée, qui a l'impression d'être déconsidérée ? Cette France-là vote de plus en plus pour les extrêmes, et a recours à des méthodes de plus en plus musclées... Beaucoup ont l'impression d'être gouvernés par une élite technocratique très éloignée de leurs besoins quotidiens... C'est d'ailleurs pour cela qu'on avait fondé l'[Observatoire des inégalités](#) en 2003, non pas pour justifier mais pour comprendre. "*

**Sauvons l'Europe** (21 novembre 2018) : [Gilets jaunes, la démocratie sociale en soins intensifs](#). Extraits :

*" Ce sont les élus locaux qui prennent en charge, avec leurs modestes moyens, la détresse des territoires péri-urbains et ruraux, abandonnés par les services publics. Ce sont les associations qui mobilisent les énergies et la solidarité pour aider les laissés pour compte de la « start-up nation »... Ils veulent juste voir reconnaître leur légitimité et utiliser leur expertise au service de l'intérêt général. "*

**Pacte Civique** (24 novembre 2018) : [Lettre ouverte à Emmanuel Macron et à Edouard Philippe](#).

*Le Pacte civique est une communauté d'influence, trans-politique et trans-spirituelle, soucieuse de s'engager sur un objectif de transformation de la société plutôt que de se contenter de s'indigner et de dénoncer les dégâts du présent ; rechercher, dans tous les domaines de la vie sociale, une meilleure qualité de la vie démocratique ; participer à la construction collective de l'avenir, impliquant la société civile, le monde politique et la sphère médiatique et s'appuyant sur une délibération citoyenne.*

**Alternatives Economiques** (27 novembre 2018) : [A quoi carburent les Gilets jaunes ?](#)

*"Après deux (semaines) de protestation, un halo de mystère entoure toujours la mobilisation inattendue des Gilets jaunes. Qui sont-ils ? Que demandent-ils ? Connaît-on des précédents à ce type de mobilisation ? Historiens, géographes, sociologues, économistes se sont penchés sur ce mouvement inhabituel pour tenter de répondre à ces questions... (Leurs analyses) permettent d'y voir plus clair sur une mobilisation bien plus complexe qu'il n'y paraît."* (avec les historiens Gérard Noiriel et Nicolas Delalande, les sociologues Alexis Spire, Pierre Merle et Benoit Coquard, les géographes Aurélien Delpirou et Sylvain Genevois, l'économiste Frédéric Gili).



## LOGEMENT

### La loi Elan promulguée

C'en est enfin terminé du parcours de validation de la loi ELAN ! Cette dernière a été promulguée le 23 novembre 2018 et publiée au JO du lendemain, 24 novembre. Certaines mesures peuvent être appliquées dès maintenant, d'autres devront faire suite à des ordonnances prises dans les six mois à venir. [Le point par Bâtiweb](#).

Auparavant, le Conseil Constitutionnel avait donné son approbation à la Loi en sa [décision du 15 novembre 2018](#), validant notamment les dispositions sur l'accessibilité et sur les règles de construction en zone Littoral.

Pour en savoir plus : [le texte de loi](#), le [communiqué du gouvernement](#) et la [présentation de la loi \(pdf\)](#) sur le site du Ministère.

### Locataires, votez !

Du 15 novembre au 15 décembre 2018, les locataires des organismes de logement social votent pour élire leurs représentants au conseil d'administration de ces organismes. Chaque bailleur fixe une date au sein de cette période. Ces élections ont lieu tous les quatre ans. C'est un temps fort de la démocratie dans le parc social. Voter est important pour pouvoir agir sur son quotidien de locataire.

Le représentant des locataires est un relais entre le bailleur et les locataires. Vivant au quotidien dans les immeubles de logement social, cet élu est le plus à même de faire valoir auprès des instances dirigeantes des organismes les préoccupations et les attentes des locataires. Il siège au conseil d'administration des bailleurs. Dans cette instance, il vote sur les décisions qui intéressent les locataires : la gestion et le vote du budget, les hausses de loyers, les programmes d'entretien et de réparation, la construction de logements, les investissements. Il explique aux locataires les décisions prises par le conseil d'administration.

Les candidats doivent figurer sur une liste présentée par une association œuvrant dans le domaine du logement et affiliée à une organisation nationale siégeant à la Commission nationale de concertation, au Conseil national de l'habitat ou au Conseil national de la consommation. Les associations de locataires membres de la CNC sont la CNL (Confédération Nationale du Logement), la CGL (Confédération Générale du Logement), la CLCV (Confédération Consommation, Logement, Cadre de Vie), l'AFOC (Association Force Ouvrière Consommateurs) et un mouvement familial, [la CSF \(Confédération Syndicale des Familles\)](#).

*Nota bene : Localement, il existe des associations de locataires indépendants, pour la plupart membres de l'UNLI (Union nationale des locataires indépendants), comme l'Association indépendante des locataires de l'OPH de la Meuse, l'Association des locataires indépendants de Meurthe-et-Moselle, l'Alliance française des locataires dans les Ardennes ou bien encore l'Association des locataires indépendants de Strasbourg (ALIS, [non autorisée à participer au scrutin](#)).*

### Assises du logement

Quel logement pour demain ? Comment bien vieillir chez soi ? Quelle est la place du numérique dans la construction ? Pour répondre à ces questions, l'ensemble des acteurs du logement se sont réunis lors de la première édition des [Assises du Logement](#) le 15 novembre 2018 au Palais d'Iéna à Paris.

Le ministre de la ville et du logement Julien Denormandie est venu clôturer les Assises et [signer le plan BIM 2022 sur la transition du numérique dans la construction](#).

## HANDICAP

### Accueil de loisirs et enfants en situation de handicap

La [Mission Nationale Accueils de Loisirs & Handicap](#) a pour but de promouvoir, faciliter et développer l'accès des enfants en situation de handicap aux accueils de loisirs, et de favoriser, ainsi, une meilleure conciliation des temps de vie familiaux et professionnels de leurs parents. La Mission organise en novembre-décembre 2018 un cycle de 7 réunions régionales pour venir à la rencontre des familles et des acteurs engagés, au quotidien, pour un meilleur accès des enfants en situation de handicap aux accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires. La réunion Grand Est a eu lieu à Strasbourg le 27 novembre 2018 au Conseil départemental du Bas-Rhin. A l'issue de ces rencontres d'acteurs, un rapport sera remis le 14 décembre à Sophie Cluzel, Secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et à Jacques Toubon, Défenseur des droits.

**Quelques chiffres :** 150 511 enfants âgés de 3 à 12 ans sont bénéficiaires de l'AEEH, soit 2 % des enfants ; 0,28 %, c'est le niveau de fréquentation des enfants bénéficiaires d'AEEH en ALSH ; 88 % des parents sont impactés dans l'emploi, faute de modes de garde adaptés ; 40 % des mères ayant un enfant handicapé quittent leur emploi ; 63 % des parents souhaitent un accueil de leur enfant en ALSH ; 22 % d'entre eux ont trouvé un accueil adapté aux besoins de leur enfant.

### J-7 pour le téléthon

Près de 5 millions de Français s'apprêtent à participer au Téléthon 2018, les 7 et 8 décembre, autour de 20 000 animations sportives, culturelles, ludiques ou gastronomiques organisées dans plus de 10 000 communes de métropole et d'outre-mer : ventes de crêpes, achats solidaires, défis sportifs, soirées dansantes, concours en tous genres, les animations du Téléthon sont l'occasion de faire la fête tout en agissant concrètement pour vaincre la maladie. Cette année encore, 20 millions de téléspectateurs seront devant leur écran pour le plus grand marathon télévisuel au monde : 30 heures de direct !



2018 est une année anniversaire, celle qui marque 6 décennies d'audace et de combat. Un parcours insolite pour une [association](#) qui continue à changer le monde.

### Inclusion dans l'emploi

Le [décret du 19 novembre 2018](#) crée le conseil de l'inclusion dans l'emploi. Celui-ci sera chargé notamment de Chargé notamment de formuler des propositions et de concourir à la conception, à l'élaboration et au suivi des politiques d'inclusion dans l'emploi, en réalisant des évaluations et en diffusant les bonnes pratiques de l'inclusion dans l'emploi.

Le CREA Grand Est, la CNSA, l'ARS et Handicap Services Alister organisent ce 30 novembre 2018 une journée régionale sur *Habitat inclusif et apprentissage de l'autonomie*, à l'Institut de Formation aux métiers de la Santé (IFMS) à Mulhouse.

**Famille-Gouvernante** est un dispositif né dans les années 90 à l'initiative de l'UDAF de la Marne et déployé aujourd'hui par une trentaine d'UDAF. Il permet de répondre aux besoins de personnes qui cumulent souvent handicap et difficultés, mais ne relèvent ni d'hospitalisation ni d'un mode d'hébergement institutionnel. Elles ne peuvent vivre de façon autonome et souffrent souvent de solitude et d'isolement, parfois de troubles psychiatriques associés ou non à un handicap physique, à des problèmes de santé. La plupart des bénéficiaires sortent ainsi avec Famille-Gouvernante d'un long isolement social ou/et familial et réapprennent à vivre au sein d'une cellule qui peut ressembler à une famille. On écoute ce [reportage réalisé récemment dans une maison Famille Gouvernante](#) dans le département du Nord.

## La loi ELAN et l'habitat inclusif

*La loi du 23 novembre 2018 donne un nouveau souffle au développement de l'habitat inclusif, afin de faciliter l'émergence de solutions plus inclusives pour les personnes handicapées et les personnes âgées et favoriser la mixité intergénérationnelle.*

La loi crée, dans le code de l'Action sociale et des Familles, un titre spécifique dédié à l'habitat inclusif: une définition qui se veut souple pour permettre l'émergence de projets les plus divers et les mieux adaptés aux besoins des personnes. Ce mode d'habitat sera défini par un cahier des charges national fixé par arrêté pour le financement de l'organisation du projet de vie sociale dans l'habitat inclusif. Le montant de ce forfait, ses modalités et les conditions de versement au profit de la personne morale en charge d'assurer le projet de vie sociale et collective seront définis par décret. La *Conférence départementale des financeurs de l'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées* sera coprésidée par le président du Conseil départemental et le directeur général de l'Agence générale de la santé. La conférence sera chargée de définir le programme de financement de l'habitat inclusif en fonction des diagnostics territoriaux.

Par ailleurs, le dispositif de colocation, jusqu'ici réservé aux étudiants, personnes de moins de 30 ans et aux apprentis, sera désormais ouvert à l'ensemble des locataires qui en feront la demande au moment de l'attribution, ce qui pourrait faciliter le développement de l'habitat inclusif dans le parc social.

La loi crée un statut de cohabitation intergénérationnelle solidaire dans le code de l'action sociale et des familles. Tout locataire ou propriétaire âgé de plus de 60 ans peut louer ou sous-louer à des jeunes de moins de 30 ans moyennant une contrepartie financière modeste. Le locataire devra en informer le bailleur et ce dernier ne pourra pas s'y opposer. Le versement de l'APL sera garanti pour le sous-locataire. Cela ne peut que favoriser le développement d'habitats regroupés assortis d'un projet de vie sociale et collectif, comme le dispositif Famille gouvernante.

L'UNAF siège à l'*Observatoire de l'Habitat Inclusif*, chargé de promouvoir le développement de formules d'habitat inclusif, grâce notamment à la diffusion des pratiques inspirantes ou à la formalisation d'outils pour les porteurs de projets. Le rôle important des UDAF dans le développement des solutions d'habitat inclusif est reconnu et observé avec intérêt par l'Observatoire.



## EMPLOI

### Un Conseil de l'inclusion par l'emploi

Le décret du 19 novembre 2018 crée le [Conseil de l'inclusion par l'emploi](#). Celui-ci sera chargé notamment de formuler des propositions et de concourir à la conception, à l'élaboration et au suivi des politiques d'inclusion dans l'emploi, en réalisant des évaluations et en diffusant les bonnes pratiques de l'inclusion dans l'emploi. Le texte en précise les missions, la composition et les modalités de fonctionnement.

### Regard d'enfants : les femmes dans l'industrie

*Un projet et un film porté par l'UDAF 52 pour parler d'égalité, de fraternité et d'orientation scolaire aux enfants.*

Les enfants du Réseau d'Accompagnement à la Scolarité de la Haute-Marne ont joué aux petits journalistes en travaillant sur un sujet de fond : la place de la femme dans l'industrie. Ils ont eu ainsi l'opportunité de rencontrer des femmes qui ont su se faire une place dans un environnement habituellement masculin. A travers un exercice d'interviews, préparés au préalable par les enfants, ils ont pu découvrir de nouveaux métiers et saisir l'importance de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde du travail. Afin de garder une trace de leurs investigations, [un film a été réalisé aujourd'hui visible sur Youtube](#) (réalisateur : Stephan Maurer).

## Territoires zéro chômeur : les premiers enseignements de l'expérimentation

Près de deux ans après le début de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD), plus connue sous le nom de "[territoires zéro chômeur de longue durée](#)", l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation vient de remettre son premier bilan intermédiaire. Avec déjà 600 personnes employées et d'importantes mobilisations locales, les dix territoires zéro chômeur (*un onzième vient de se constituer en Meurthe-et-Moselle*) sont bien partis pour atteindre leurs objectifs.

L'utilité sociale des nouvelles activités mises en œuvre par les EBE (Entreprises à But d'Emploi) est également mise en avant : développement du tissu économique local - reprise d'un commerce, dépôt de pain... - cohésion sociale et lutte contre les exclusions - aide aux démarches administratives, animation de jardins partagés, déplacements solidaires, café social... -, transition écologique - collecte et traitement de bio-déchets, micro-déchetterie de quartier, agriculture durable...

Annoncée par le président de la République le 13 septembre dernier, lors de la présentation de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'extension de l'expérimentation pourrait n'intervenir qu'après l'achèvement de la première étape. Soit cinq ans après le vote de la loi d'expérimentation du 29 février 2016.



## LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

### Stratégie mode d'emploi

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté prévoit des mesures non seulement pour lutter contre la pauvreté, mais aussi pour contribuer à la prévenir dès la petite enfance. Le délégué interministériel, Olivier Noblecourt, a annoncé le 22 novembre 2018 comment la "stratégie" allait être déployée au niveau national et dans les régions. La gouvernance s'articule autour d'une conférence nationale des acteurs, d'un comité de pilotage et d'un comité technique resserré animé par la délégation interministérielle. Une conférence régionale devra être organisée deux fois par an sous l'égide de la préfecture, au niveau régional ou infrarégional selon les territoires. Elle permettra de mobiliser l'ensemble des acteurs, sur chacun des territoires. Dans chaque région, 15 animateurs seront choisis, chacun sur l'une des 15 thématiques identifiées.

### L'état de la pauvreté en France

Le rapport 2018 sur [l'état de la pauvreté en France](#) du Secours catholique-Caritas France donne une image relativement sombre de la situation de l'Hexagone. Plus de femmes et de seniors accueillis, des taux d'impayés et de non-recours des prestations en hausse. Lire [l'article \(Le Figaro\)](#) et [l'analyse du Secours Catholique](#).

## SANTE

### Connaître les honoraires des médecins avant de prendre rendez-vous

Depuis 70 ans, les professionnels de santé n'ont pas le droit de faire de la publicité. Les choses pourraient changer suite à la [recommandation du Conseil d'Etat](#). Un sondage, mené par OpinionWay dans le cadre du [Festival de la Communication Santé qui s'est déroulée les 23 et 24 novembre 2018 à Deauville](#), nous révèle que 2/3 des sondés seraient favorables à la possibilité pour les professionnels de santé de communiquer directement auprès du grand public et souhaitent que ceux-ci informent sur leurs honoraires. Information qui, pour une grande majorité des répondants, devrait figurer sur les sites internet des professionnels et sur les sites de prise de rendez-vous en ligne.

### Appels à témoignages

Absence de généralistes sur certains territoires, renoncement à des soins dentaires pour raisons financières, recours à des emprunts pour se faire soigner, difficultés pour se déplacer... Afin d'illustrer les difficultés concrètes d'accès aux soins, France Assos Santé lance un [appel à témoignages](#) en direction des personnes qui accepteraient de faire part de leurs expériences.

## Sportez-vous bien !

Comment mieux intégrer l'activité physique et la pratique sportive dans le quotidien des Français ? C'est la question qui a été posée à France Stratégie. L'objectif affiché est d'augmenter de 3 millions le nombre de pratiquants d'ici 2024, quel que soit le mode de pratique. Le rapport met en lumière les différents freins à la pratique sportive. Parmi ses 13 préconisations, France Stratégie propose notamment d'étudier la possibilité de développer l'activité physique comme soutien pour l'apprentissage et le mieux-être à l'école. Le rapport préconise également d'inscrire le savoir pédaler comme un cycle d'apprentissage fondamental à l'issue de l'école primaire ou encore de favoriser la mixité des activités sportives et le développement de la pratique chez les filles et adolescentes. [Retrouvez ici l'intégralité du rapport ainsi qu'une synthèse.](#)

## Assistance médicale à la procréation

Dans son [avis publié le 25 novembre 2018](#), la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) ne voit pas de raison légitime de réserver aux couples hétérosexuels la prise en charge par l'assurance maladie d'un projet parental mis en œuvre dans le cadre d'une AMP, si le dispositif évolue vers une ouverture aux couples de femmes et aux femmes célibataires. Elle préconise une modification de la loi pour permettre l'établissement de la filiation de l'enfant ainsi né au sein d'une famille homoparentale. Elle se prononce également sur le don de gamètes.

Dans son [avis, également publié le 25 novembre 2018](#) à l'occasion de l'anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant (*notre précédente édition*), la CNCDH invite à prendre les droits des enfants au sérieux !

Dans un autre [avis, toujours publié le 25 novembre 2018](#), à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes (*toujours notre précédente édition*), la CNCDH invite à faire de celle-ci une urgence sociale et de santé publique.

## JEUNESSE

### Service national universel

Près de trois quarts des 15-25 ans (74%) se disent favorables à l'instauration du service national universel (SNU), qui sera testé à partir de juin, selon un sondage Ifop publié par [Le Parisien](#). Environ 7 jeunes sur 10 (68%) estiment en outre que le caractère obligatoire du service est une bonne chose.

### Lutte contre la radicalisation / Laïcité

Le Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation a publié le 13 novembre 2018 un guide pratique intitulé "[Laïcité et prévention de la radicalisation](#)". Adressé aux enseignants, travailleurs sociaux et décideurs politiques locaux, il a pour objectif de les aider à mieux détecter et à prévenir les cas de radicalisation chez les jeunes.

Une ressource inépuisable sur le sujet, le [site Valeurs de la République et Laïcité Grand Est](#) (mot de passe : laicite).

Le conseil des jeunes de la Ville de Strasbourg a réalisé un clip dans le cadre d'un projet de prévention de la radicalisation. Voici le [lien vers la vidéo](#) réalisée avec les Conseillers-ères jeunes et intitulée : "Dans mon pays". Cette vidéo fait partie d'un kit pédagogique de l'Académie de Strasbourg: « [Des repères pour vivre ensemble](#) »

Le plan de formation *Valeurs de la République et Laïcité* continue à se déployer sur tout le territoire du Grand Est : le CNFPT et la DRDJSCS Grand Est proposent des [demi-journées de sensibilisation à destination de tous les publics](#) (inscription [ici](#)).

Le Collectif Inter-Associatif laïcité de Meurthe-et-Moselle vous propose une formation *Valeurs de la République et Laïcité*, ouverte à tous les réseaux associatifs régionaux. Elle se déroulera les 19 et 20 janvier 2019 (9h00-17h00) à l'Espace Jean Jaurès à Tomblaine (54). Inscription [ici](#).

*A très bientôt pour une nouvelle édition !*